(1)

(N° 171.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MAI 1886.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES POUR L'EXERCICE 1886 (1).

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

A M. le Président de la Chambre des Représentants.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans l'exposé général du Budget de l'exercice 1886 et à la séance de la Chambre du 14 janvier dernier, le Gouvernement avait exprimé l'opinion qu'il lui paraissait préférable de former un Budget spécial de tout ce qui concerne les recettes et les dépenses de l'État du chef de son intervention comme souscripteur d'actions de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.

Un nouvel examen a fait reconnaître la quasi-impossibilité de déterminer un an à l'avance — les Budgets devant être déposés dix mois avant l'ouverture de l'exercice — les lignes à construire et partant la part pour laquelle l'État aura à intervenir dans la formation du capital nominal de chacune de ces lignes.

Il semble dès lors qu'il vaut mieux continuer à procéder par crédits globaux.

Ce point fixé, il reste à décider si ces crédits doivent être portés dans le Budget ordinaire ou dans le Budget extraordinaire. On incline à penser que c'est à ce dernier Budget qu'ils appartiennent.

Il est, en effet, plus rationnel et plus conforme aux principes en matière de dépenses budgétaires que l'État se libère de ses souscriptions d'actions —

(1) Budget, n° 5, XIV.

Amendements du Gouvernement, n° 109 et 142. — Rapport, n° 143.

que ce soit par versement en capital ou par annuités — au moyen de ressources extraordinaires. Il s'agit de dépenses qui ont pour effet d'augmenter l'avoir de la Nation, et toujours, les dépenses de cette nature sont couvertes par les ressources extraordinaires.

Il est, en outre, à observer que les crédits portés au Budget extraordinaire ont une durée de trois ans, ce qui permettra de ne pas renouveler chaque année la demande d'un crédit, et aussi d'éviter les crédits supplémentaires.

Il importe d'ailleurs de ne pas perdre de vue que les paiements à faire du chef des souscriptions d'annuités sont d'une nature spéciale, puisque l'on peut espérer qu'elles ne donneront lieu à aucune autre sortie de caisse. Cela résulte des discussions auxquelles a donné lieu la loi sur les chemins de fer vicinaux, et l'article 9 de l'arrêté royal du 6 juillet 1885 (*Moniteur*, n° 180) a été rédigé en conséquence.

J'ajouterai que, dans la pensée du Gouvernement, la présentation d'un Budget spécial des chemins de fer vicinaux avait pour principal objet de renseigner la Chambre sur les engagements contractés par l'État du chef de souscriptions à des lignes en projet.

Or on fera plus et mieux en donnant un compte détaillé des souscriptions de l'État, comme complément du rapport que le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics doit déposer, chaque année, sur le bureau de la Chambre, en exécution de l'article 14 de la loi du 24 juin 1885 sur les chemins de fer vicinaux. Ce compte est dressé pour les faits accomplis jusqu'à ce jour et il sera annexé au rapport précité.

D'autre part, le Gouvernement indiquera, autant que possible, à l'occasion des demandes de crédit, quelles sont les lignes pour lesquelles l'intervention de l'État est sollicitée.

En conséquence de ce qui précède, j'ai l'honneur, M. le Président, de proposer à la Chambre d'inscrire au projet de loi du Budget extraordinaire de l'exercice 1886, sous un article 59 (nouveau), le crédit de 500,000 francs porté sous l'article 17^{ter} du Budget de la Dette publique de l'exercice 1885 et sur lequel aucune imputation n'a jusqu'ici été faite. Ce crédit serait libellé comme il suit : « Souscription d'annuités pour la formation du capital d'éta-
» blissement des chemins de fer vicinaux fr. 500,000 »

Par contre, il serait ajouté à l'article 1^{er} dudit projet de loi de Budget (Recettes extraordinaires) un n° 4^o ainsi conçu : « 4^o Des intérêts et dividendes
» des actions de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, à concu-
» rence des annuités souscrites par l'État, fr. 300,000 »

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considéra-
tion.

Le Ministre des Finances,
A. BEERNAERT.